

polonais avait accumulé une dette étrangère d'environ 20 milliards de dollars sans obtenir de contrepartie. L'économie polonaise à planification centralisée avait perdu sa seule force, c'est à dire une propension à une croissance rapide, sans obtenir en contrepartie aucun avantage comme la souplesse à approvisionner les marchés intérieurs et étrangers ou la capacité de satisfaire la demande croissante des consommateurs.

La crise économique et politique qui a explosée en 1980 a marqué le début de la fin pour le régime communiste en Pologne. L'opposition s'est regroupée autour de "Solidarité", un mouvement national de travailleurs et d'intellectuels qui a brisé le monopole du parti communiste sur l'information et le pouvoir politique. Le régime n'a réussi qu'à survivre quelques années de plus en ayant recours à la loi martiale et en déclarant Solidarité illégal.

Au cours des années 1980, il est devenu clair que le pays avait besoin d'abandonner la planification économique centralisée au profit d'une économie obéissant davantage aux lois du marché, mais le gouvernement communiste n'avait pas la volonté politique ni l'appui populaire nécessaires pour y parvenir. C'est ainsi que de 1982 à 1985, il y a eu en tout 330 lois d'adoptées et plus de 12 000 directives administratives. Une activité de cette ampleur a compliqué les efforts de réforme et imposé des contraintes additionnelles aux entreprises. Le gouvernement a réorganisé les ministères à vocation économique et réduit le nombre de personnes siégeant à la Commission centrale de planification, mais il ne s'est pas retiré de la gestion économique. Il a continué à contrôler les intrants en matières premières de toutes les entreprises industrielles, les décisions d'investissement, les besoins en devises étrangères et l'ensemble des priorités de l'économie. Ce qui a été encore plus néfaste a été que les entreprises qui n'étaient pas efficaces n'ont pas été autorisées à faire faillite. Sachant qu'elles pouvaient continuer à compter sur des subventions du gouvernement, de nombreuses entreprises n'ont pas procédé aux changements fondamentaux nécessaires pour améliorer l'efficacité de leur production alors que l'insatisfaction croissante de la population empêchait d'augmenter les prix.

Le programme de réforme est même devenu plus radical. À la fin de 1988, le gouvernement communiste a adopté de nouvelles lois sur l'activité économique qui démantelaient bon nombre des instruments du contrôle étatique sur l'économie et permettaient de créer un plus grand nombre d'entreprises privées (voir figure 2.3). En l'absence d'appui ou de soutien du public, le programme de réforme du gouvernement n'a pas donné les résultats escomptés. La réforme de la structure des prix s'est avérée tout particulièrement difficile. Les tentatives de mettre fin aux subventions et de réaligner les prix pour qu'ils reflètent les prix réels ont entraîné des augmentations abruptes de prix qui ont déclenché des demandes populaires d'augmentation des salaires pour conserver le pouvoir d'achat. Au début de 1989, la Pologne était prise dans la spirale inflationniste.

À la fin de 1988, alors que son programme économique était un échec, le gouvernement polonais s'est résolu à l'inévitable et a repris le dialogue avec l'opposition toujours illégale de Solidarité. Le mouvement a été reconnu et des élections à moitié libres ont été tenues en juin 1989; elles ont amené la victoire écrasante de Solidarité. Sonné par la force de l'opposition populaire, le parti communiste a été forcé d'abandonner son monopole et un nouveau gouvernement de coalition a été formé en septembre 1989 sous la direction de Tadeusz Mazowiecki de Solidarité.

Figure 2.2 La Pologne des années 1970 et 1980

- Les investissements dépassent la capacité d'absorption de l'économie;
- déséquilibre et pénurie des biens de production et de consommation;
- croissance de la dette extérieure qui atteint des niveaux qui ne sont plus gérables;
- inefficacités microéconomiques en ce qui concerne les choix techniques, la qualité de la production et la structure de la consommation;
- ralentissement de la croissance de la productivité de la main d'oeuvre et du capital;
- ralentissement marqué de la croissance d'ensemble de l'économie;
- les revenus réels ne parviennent pas à croître conformément aux objectifs de la planification et commencent même à diminuer;
- l'allocation des ressources du secteur affamé de la consommation devient moins efficace;
- les consommateurs polonais recherchent les produits occidentaux car l'économie nationale ne parvient pas à répondre à leurs besoins.